

MINISTÈRE DE LA RÉGION BRUXELLOISE

F 89 — 1314

9 JUIN 1989. — Arrêté royal relatif à la composition et le fonctionnement de la Commission consultative auprès de l'Institut bruxellois pour la gestion de l'environnement

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'article 67 de la Constitution;
Vu la loi du 26 mars 1971 sur la protection des eaux souterraines;

Vu la loi créant des institutions communautaires régionales provinciales coordonnée le 20 juillet 1978;

Vu la loi du 21 août 1987 modifiant la loi organisant les agglomérations et les fédérations de communes et portant des dispositions relatives à la Région bruxelloise, notamment l'article 28;

Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises;

Vu l'arrêté royal du 7 février 1989 fixant les compétences ministérielles pour les affaires de la Région de Bruxelles-Capitale;

Vu l'arrêté royal du 8 mars 1989 créant l'Institut bruxellois pour la gestion de l'environnement;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par la loi du 9 août 1980;

Vu l'urgence;

Considérant que la Commission consultative prévue par l'article 7 de l'arrêté royal du 8 mars 1989 créant l'Institut bruxellois pour la gestion de l'environnement doit être installée d'urgence afin d'exercer sa mission consultative concernant la gestion de l'environnement; qu'à cette fin la composition et les modalités de fonctionnement doivent être réglées d'urgence;

Vu l'accord du Ministre de la Région bruxelloise compétent pour le budget, donné le 19 mai 1989;

Vu la délibération de l'Exécutif de la Région bruxelloise;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Région bruxelloise et de Notre Secrétaire d'Etat à la Région bruxelloise,

Nous avons arrêté et arrêtons :

CHAPITRE I^{er}. — Disposition générale

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté il faut entendre par :

1^o La Commission : la Commission consultative visée à l'article 7 de l'arrêté royal du 8 mars 1989 créant l'Institut bruxellois pour la gestion de l'environnement;

2^o L'Institut : l'Institut bruxellois pour la gestion de l'environnement;

3^o L'Exécutif : l'Exécutif de la Région bruxelloise;

4^o Le Ministre : le Membre de l'Exécutif compétent pour l'environnement.

CHAPITRE II. — Composition

Art. 2. § 1^{er}. La Commission est composée des membres suivants :

1^o le fonctionnaire dirigeant et le fonctionnaire dirigeant adjoint de l'Institut; ceux-ci sont remplacés en leur absence par un agent auprès de l'Institut du même rôle linguistique désigné par le Ministre;

2^o a) cinq représentants de l'Union des Entreprises de Bruxelles;

b) cinq représentants des organisations syndicales;

c) un représentant de l'exploitant de l'usine d'incinération des déchets de Bruxelles;

d) un représentant de l'exploitant de chaque station d'épuration régionale;

e) un représentant des sociétés responsables dans la Région de Bruxelles-Capitale pour le captage des eaux potables et/ou la distribution;

f) trois représentants des associations d'environnement et des organisations de consommateurs actives dans la Région de Bruxelles-Capitale;

MINISTERIE VAN HET BRUSSELSE GEWEST

N. 89 — 1314

9 JUNI 1989. — Koninklijk besluit houdende de samenstelling en de werking van de Commissie van Advies bij het Brusselse Instituut voor Milieubeheer

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op artikel 67 van de Grondwet;

Gelet op de wet van 26 maart 1971 op de bescherming van het grondwater;

Gelet op de wet tot oprichting van voorlopige gemeenschaps- en gewestinstellingen, gecoördineerd op 20 juli 1979;

Gelet op de wet van 21 augustus 1987 tot wijziging van de wet houdende organisatie van de agglomeraties en federaties van gemeenten en houdende bepalingen betreffende het Brusselse Gewest, inzonderheid op artikel 28;

Gelet op de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse Instellingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 7 februari 1989 tot vaststelling van de ministeriële bevoegdheden voor de aangelegenheden van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op het koninklijk besluit van 8 maart 1989 tot oprichting van het Brusselse Instituut voor Milieubeheer;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd door de wet van 9 augustus 1980;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de Commissie van Advies voorgeschreven door artikel 7 van het koninklijk besluit van 8 maart 1989 tot oprichting van het Brusselse Instituut voor Milieubeheer dringend moet worden geïnstalleerd om haar adviserende opdracht uit te oefenen betreffende het milieubeheer; dat hiertoe de samenstelling en de werkwijze van de Commissie dringend dienen te worden geregeld;

Gelet op het akkoord van de Minister van het Brusselse Gewest bevoegd voor de begroting, gegeven op 19 mei 1989;

Gelet op de beraadslaging van de Executieve van het Brusselse Gewest;

Op de voordracht van Onze Minister van het Brusselse Gewest en van Onze Staatssecretaris voor het Brusselse Gewest,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

HOOFDSTUK I. — Algemene bepaling

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1^o De Commissie : de Commissie van Advies bedoeld in artikel 7 van het koninklijk besluit van 8 maart 1989 tot oprichting van het Brusselse Instituut voor Milieubeheer;

2^o Het Instituut : het Brusselse Instituut voor Milieubeheer;

3^o De Executieve : de Executieve van het Brusselse Gewest;

4^o De Minister : het Lid van de Executieve bevoegd voor het leefmilieu.

HOOFDSTUK II. — Samenstelling

Art. 2. § 1. De Commissie is samengesteld uit de volgende leden :

1^o de leidende ambtenaar en de adjunct-leidende ambtenaar van het Instituut; dezen worden bij hun afwezigheid vervangen door een ambtenaar bij het Instituut van dezelfde taalrol die de Minister aanduidt;

2^o a) vijf vertegenwoordigers van het Verbond van de Ondernemingen te Brussel;

b) vijf vertegenwoordigers van de vakbondorganisaties;

c) één vertegenwoordiger van de exploitant van de huisvuilverbrandingsinstallatie te Brussel;

d) één vertegenwoordiger van de exploitant van elk gewestelijk zuiveringsstation;

e) één vertegenwoordiger van de maatschappijen die in het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest instaan voor drinkwaterwinning en/of -bedeling;

f) drie vertegenwoordigers van de milieu- en verbruikersorganisaties die actief zijn binnen het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest;

3^o quinze représentants choisis pour leur compétence scientifique dans un des domaines de l'environnement.

§ 2. L'Exécutif nomme les membres de la Commission visés au § 1^{er}, 2^o et 3^o.

Il nomme les membres visés au § 1^{er}, 2^o sur des listes doubles proposées par les organismes concernés qu'il désigne.

Pour chacun des membres visés au § 1^{er}, 2^o, un suppléant est nommé par la même procédure que pour les membres effectifs.

Art. 3. Le président et le vice-président de la Commission, appartenant à un rôle linguistique différent, sont nommés par l'Exécutif parmi les membres visés à l'article 1^{er}, § 1^{er}, 3^o.

Art. 4. Les fonctionnaires visés à l'article 2, § 1^{er}, 1^o sont respectivement secrétaire et secrétaire adjoint de la commission.

Art. 5. Les mandats du président, du vice-président, du secrétaire et du secrétaire adjoint, des membres et des membres suppléants de la Commission ont une durée de quatre ans et sont renouvelables. La qualité de membre et de membre suppléant se termine à la date à laquelle l'organisation, l'association, l'institution ou le service qui a fait la proposition, communique au président que le membre ou le membre suppléant concerné n'est plus son représentant. En même temps, un nouveau membre ou membre suppléant est proposé.

Art. 6. § 1^{er}. Un représentant de chaque membre de l'Exécutif peut assister aux réunions avec voix consultative.

§ 2. Afin de promouvoir la coordination sur le plan de l'environnement entre les différentes Régions et l'autorité nationale, un représentant de l'Exécutif flamand, un représentant de l'Exécutif de la Région wallonne et un représentant du Ministre national qui a la compétence de l'environnement peuvent assister aux réunions de la Commission avec voix consultative.

CHAPITRE III. — Missions

Art. 7. § 1^{er}. La Commission conseille l'Institut à la préparation de ses plans, à la détermination de ses priorités et à l'exécution des études et enquêtes.

La Commission fournit l'assistance au fonctionnaire dirigeant et au fonctionnaire dirigeant adjoint de l'Institut, à la préparation de textes et de projets, à l'élaboration de programmes de mesurage et d'enquêtes et la définition d'une vision politique.

§ 2. La Commission est instituée en tant que conseil supérieur de la distribution d'eau.

Art. 8. § 1^{er}. La Commission émet un avis, dans un délai de quarante jours ouvrables sur les textes et projets soumis par le fonctionnaire dirigeant et le fonctionnaire dirigeant adjoint de l'Institut par l'Exécutif ou par le Ministre.

§ 2. La Commission émet un avis dans un délai de quarante jours ouvrables concernant les textes et les projets soumis par quatre membres au moins de la Commission.

§ 3. Le Ministre peut déroger aux délais fixés aux paragraphes précédents.

Art. 9. Au plus tard le trente avril, la Commission soumet à l'Exécutif un rapport sur les activités de l'année civile précédente.

Art. 10. La Commission peut demander au Ministre de communiquer tout renseignement qu'elle estime utile pour l'accomplissement de sa tâche.

CHAPITRE IV. — Fonctionnement

Art. 11. La Commission se réunit à la demande du Bureau aussi souvent que les affaires qui relèvent de sa compétence l'exigent et au moins quatre fois par an.

Art. 12. Le fonctionnement journalier de la Commission est assuré par le Bureau de la Commission, qui est composé du président, du vice-président, du secrétaire et du secrétaire adjoint de la Commission ou de leurs suppléants.

Art. 13. La Commission peut créer des groupes de travail et peut inviter à cet effet les experts qui n'appartiennent pas à la Commission. Ces groupes de travail rapportent au bureau de la Commission.

Art. 14. § 1^{er}. Le secrétaire et le secrétaire adjoint assument conjointement le secrétariat de la Commission. Ils prennent acte des délibérations de la Commission et tiennent les procès-verbaux des réunions sous l'autorité du président et du vice-président. Les procès-verbaux sont rédigés en français et en néerlandais.

§ 2. Le secrétariat des groupes de travail est assumé par le secrétaire et le secrétaire adjoint de la Commission.

3^o vijftien vertegenwoordigers gekozen omwille van hun wetenschappelijke bevoegdheid in een deelgebied van de leefmilieuproblematiek.

§ 2. De Executieve benoemt de leden van de Commissie, bedoeld in § 1, 2^o en 3^o.

Zij benoemt de leden bedoeld in § 1, 2^o uit dubbeltallen voorgedragen door de betrokken organismen die zij aanduidt.

Voor elk van de leden bedoeld in § 1, 2^o wordt een plaatsvervanger benoemd volgens dezelfde procedure als voor de effectieve leden.

Art. 3. De voorzitter en de ondervoorzitter van de commissie die tot een verschillende taalrol behoren, worden door de Executieve benoemd onder de leden bedoeld in artikel 1, § 1, 3^o.

Art. 4. De ambtenaren bedoeld in artikel 2, § 1, 1^o zijn respectievelijk secretaris en adjunct-secretaris van de Commissie.

Art. 5. Het mandaat van de voorzitter, de ondervoorzitter, de secretaris en de adjunct-secretaris, de leden en de plaatsvervangende leden van de Commissie duurt vier jaar en is hernieuwbaar. Het lidmaatschap en het plaatsvervangend lidmaatschap eindigen evenwel op de datum waarop de organisatie, de vereniging, de instelling of de dienst die de voordracht deed aan de voorzitter mededeelt dat het betrokken lid of plaatsvervangend lid niet langer haar vertegenwoordiger is. Terzelfdertijd wordt een nieuw lid of plaatsvervangend lid voorgedragen.

Art. 6. § 1. Een vertegenwoordiger van ieder lid van de Executieve kan de vergadering bijwonen met raadgevende stem.

§ 2. Teneinde de coördinatie op het vlak van het milieu tussen de verschillende gewesten en de nationale overheid te bevorderen, kunnen één vertegenwoordiger van de Vlaamse Executieve, één vertegenwoordiger van de Executieve van het Waalse Gewest en één vertegenwoordiger van de Nationale Minister die het leefmilieu onder zijn bevoegdheid heeft, met raadgevende stem, de vergaderingen van de Commissie bijwonen.

HOOFDSTUK III. — Taken

Art. 7. § 1. De Commissie adviseert het Instituut bij het voorbereiden van zijn plannen, het vastleggen van zijn prioriteiten en het uitvoeren van studie en onderzoek.

De Commissie levert bijstand aan de leidende en de adjunct-leidende ambtenaar van het Instituut bij de voorbereiding van teksten en ontwerpen, bij het uitwerken van meet- en onderzoeksprogramma's en het uitstippelen van een beleidsvisie.

§ 2. De Commissie wordt ingesteld als de hoge raad voor de waterleiding.

Art. 8. § 1. De Commissie verleent binnen de termijn van veertig werkdagen advies over teksten en ontwerpen die voorgelegd worden door de leidende en adjunct-leidende ambtenaar van het Instituut, door de Executieve of door de Minister.

§ 2. De Commissie verleent binnen de termijn van veertig werkdagen advies in verband met teksten en ontwerpen die door ten minste vier leden van de Commissie aanhangig zijn gemaakt.

§ 3. De Minister kan afwijken van de termijnen vastgesteld in voorgaande paragrafen.

Art. 9. De Commissie legt uiterlijk op dertig april aan de Executieve een verslag voor over de werkzaamheden van het voorbije kalenderjaar.

Art. 10. De Commissie kan aan de Minister verzoeken de inlichtingen die zij nuttig acht voor het vervullen van haar opdracht mede te delen.

HOOFDSTUK IV. — Werking

Art. 11. De Commissie vergadert op aanvraag van het bureau zo dikwijls als de aangelegenheden die tot haar bevoegdheid behoren het vereisen, met een minimum van viermaal per jaar.

Art. 12. De dagelijkse werking van de Commissie wordt waargenomen door het Bureau van de Commissie, dat bestaat uit de voorzitter, de ondervoorzitter, de secretaris en de adjunct-secretaris van de Commissie of hun plaatsvervaarders.

Art. 13. De Commissie kan werkgroepen oprichten en kan hiervoor personen uitnodigen die niet tot de Commissie behoren. Deze werkgroepen rapporteren bij het Bureau van de Commissie.

Art. 14. § 1. De secretaris en de adjunct-secretaris nemen gezamenlijk het secretariaat van de Commissie waar. Zij nemen akte van de beraadslagingen van de Commissie en houden notulen van de vergadering onder het gezag van de voorzitter en de ondervoorzitter. De notulen worden opgesteld in de Nederlandse en de Franse taal.

§ 2. Het secretariaat van de werkgroepen wordt waargenomen door de secretaris en de adjunct-secretaris van de Commissie.

Art. 15. Les avis de la Commission sont émis à la majorité simple des membres de la réunion ayant voix délibérative. En cas de parité des voix, celle du président est prépondérante.

Une note de minorité peut être jointe à l'avis, à la demande des membres qui ont adopté une position divergente.

Art. 16. La Commission élabore un règlement d'ordre intérieur. Le règlement d'ordre intérieur est soumis à l'approbation du Ministre.

Art. 17. Les membres et les membres suppléants de la Commission et des groupes de travail ainsi que les experts sont tenus de respecter les secrets des informations dont ils ont pris connaissance dans l'exercice de leur mission.

Art. 18. Les avis de la Commission ainsi que les rapports visés à l'article 14 peuvent être rendus publics par la Commission après approbation du Ministre.

Art. 19. Les membres de la Commission et les groupes de travail peuvent prétendre aux indemnités pour frais de parcours et de séjour, conformément aux dispositions y afférentes en vigueur pour le personnel des ministères. A cet égard, ils sont assimilés aux fonctionnaires des rangs 10 à 14.

CHAPITRE V. — Dispositions finales et abrogatoires

Art. 20. L'arrêté royal du 22 mai 1987 relatif à la création, la composition et le fonctionnement de la commission des déchets solides pour la Région bruxelloise, tel que modifié par l'arrêté royal du 22 septembre 1987 est abrogé.

Art. 21. A titre transitoire jusqu'à la nomination des fonctionnaires de l'Institut, les missions de ceux-ci visées au présent arrêté sont exercées par les fonctionnaires du Ministère de la Région bruxelloise désignés par le Ministre.

Art. 22. Notre Ministre de la Région bruxelloise et Notre Secrétaire d'Etat à la Région bruxelloise sont chacun en ce qui le concerne, chargés de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 9 juin 1989.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre de la Région bruxelloise,
Ph. MOUREAUX

Le Secrétaire d'Etat à la Région bruxelloise,
J. VALKENIERS

Art. 15. De adviezen van de Commissie worden uitgebracht bij gewone meerderheid van de stemgerechtigde leden van de vergadering. In geval van staking van de stemmen is de stem van de voorzitter doorslaggevend.

Op verzoek van de leden die een afwijkend standpunt hebben ingenomen kan een minderheidsnota aan het advies worden toegevoegd.

Art. 16. De Commissie stelt een huishoudelijk reglement op. Het huishoudelijk reglement wordt voor goedkeuring voorgesteld aan de Minister.

Art. 17. De leden en de plaatsvervangende leden van de Commissie en van de werkgroepen en de deskundigen zijn verplicht tot geheimhouding van hetgeen hun bij de uitoefening van hun taak ter kennis is gekomen.

Art. 18. De adviezen van de Commissie alsmede de in artikel 14 bedoelde verslagen kunnen door de Commissie openbaar gemaakt worden na goedkeuring door de Minister.

Art. 19. De leden van de Commissie en de werkgroepen genieten reis- en verblijfsvergoedingen waarvan het bedrag wordt vastgesteld overeenkomstig de bepalingen die terzake gelden voor de leden van het personeel van de ministeries. Zij worden daartoe gelijkgeschakeld met de ambtenaren van de rangen 10 tot 14.

HOOFDSTUK V. — Slot- en opheffingsbepalingen

Art. 20. Het koninklijk besluit van 22 mei 1987 houdende de oprichting, de samenstelling en de werking van de commissie voor vaste afvalstoffen voor het Brusselse Gewest, zoals gewijzigd bij het koninklijk besluit van 22 september 1987 wordt opgeheven.

Art. 21. Bij overgangsmaatregel, tot de benoeming van de ambtenaren van het Instituut, worden de opdrachten van dezen, bedoeld in dit besluit, uitgeoefend door de ambtenaren van het Ministerie van het Brusselse Gewest die de Minister aanduidt.

Art. 22. Onze Minister van het Brusselse Gewest en Onze Staatssecretaris voor het Brusselse Gewest zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 9 juni 1989.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van het Brusselse Gewest,
Ph. MOUREAUX

De Staatssecretaris voor het Brusselse Gewest,
J. VALKENIERS

MINISTÈRE DE LA PREVOYANCE SOCIALE

F. 89 — 1315

23 JUNI 1989. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 14 septembre 1984 établissant la nomenclature des prestations de santé en matière d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité, notamment l'article 12, 6°, modifié par la loi du 24 décembre 1963, l'article 24, modifié par les lois des 24 décembre 1963, 8 avril 1965, 8 août 1980 et 1^{er} août 1985 et par les arrêtés royaux n° 58 du 22 juillet 1982, n° 132 du 30 décembre 1982, n° 283 du 31 mars 1984 et n° 500 du 31 décembre 1986 et l'article 24bis, inséré par la loi du 7 juillet 1986 et modifié par la loi du 8 août 1980;

Vu l'arrêté royal du 14 septembre 1984 établissant la nomenclature des prestations de santé en matière d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité, notamment l'article 28 de l'annexe à cet arrêté, modifié par les arrêtés royaux des 7 décembre 1984, 30 décembre 1985, 12 février 1986, 7 mai 1986 et 4 août 1987;

Vu l'avis de la Commission permanente chargée de négocier et de conclure les conventions entre les organismes assureurs et les bandagistes;

MINISTERIE VAN SOCIALE VOORZORG

N. 89 — 1315

23 JUNI 1989. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 14 september 1984 tot vaststelling van de nomenclatuur van de geneeskundige verstrekkingen inzake verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groot.

Gelet op de wet van 9 augustus 1963 tot instelling en organisatie van een regeling voor verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering, inzonderheid op artikel 12, 6°, gewijzigd bij de wet van 24 december 1963, artikel 24, gewijzigd bij de wetten van 24 december 1963, 8 april 1965, 8 augustus 1980 en 1 augustus 1985 en bij de koninklijke besluiten nr. 58 van 22 juli 1982, nr. 132 van 30 december 1982, nr. 283 van 31 maart 1984 en nr. 500 van 31 december 1986 en artikel 24bis, ingevoegd bij de wet van 7 juli 1986 en gewijzigd bij de wet van 8 augustus 1980;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 september 1984 tot vaststelling van de nomenclatuur van de geneeskundige verstrekkingen inzake verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering, inzonderheid op artikel 28 van de bijlage bij dat besluit, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 7 december 1984, 30 december 1985, 12 februari 1986, 7 mei 1986 en 4 augustus 1987;

Gelet op het advies van de Bestendige Commissie belast met het onderhandelen over en het sluiten van de overeenkomsten tussen de verzekeringsinstellingen en de bandagisten;